

Amérique latine : légitimation retrouvée mais menacée

Pierre Salama

Volume 6, Number 1, Spring 1988

L'économie mondiale en mutation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002041ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002041ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Salama, P. (1988). Amérique latine : légitimation retrouvée mais menacée. *Cahiers de recherche sociologique*, 6(1), 99–113.
<https://doi.org/10.7202/1002041ar>

Amérique latine: légitimation retrouvée mais menacée

Pierre SALAMA

Depuis une dizaine d'années, le paysage politique, économique et social a complètement changé en Amérique latine: les régimes politiques sont davantage démocratiques. Hier, la plupart se caractérisaient par une légitimité pour le moins restreinte. Certains étaient des dictatures militaires, d'autres des dictatures civiles. Rares étaient ceux qui s'affichaient comme des démocraties et, lorsque tel était le cas, elles ne dépassaient guère les villes et les travailleurs appartenant au secteur formel de l'économie. Aujourd'hui, après leurs échecs économiques, financiers et politiques, ces régimes répressifs qui ont connu la mobilisation populaire, deviennent de plus en plus démocratiques.

Ces nouveaux régimes politiques sont fragiles. Ils se trouvent confrontés à des situations apparemment sans issue. S'ils appliquent les politiques d'austérité préconisées par le Fonds monétaire international (FMI), non seulement ils gèrent un héritage dont ils ne sont guère responsables, mais ce faisant ils risquent de perdre la légitimité nouvellement acquise. S'ils n'appliquent pas ces directives, ils risquent fort — s'ils sont isolés — d'avoir à subir des mesures de rétorsion sans être nécessairement préparés à les subir, de se trouver ainsi engagés dans une dynamique qu'ils ne pourraient plus maîtriser et de perdre également l'appui populaire. Démocratisation retrouvée et légitimité menacée, tels sont les deux termes du dilemme. La solution peut être la définition de politiques d'austérité originales dites hétérodoxes qui, si elles peuvent ne pas saper la légitimité dans un premier temps, s'ils peuvent même l'accroître, restent pourtant problématiques.

Nous allons d'abord examiner certains aspects originaux de la crise financière que les économies surendettées traversent, puis nous étudierons la manière dont la question salariale se pose dans ce contexte, pour enfin terminer par quelques réflexions concernant la légitimation.

1 Une crise financière aggravée et spécifique

Dans les économies semi-industrialisées, la crise revêt aujourd'hui un caractère particulier. Le poids de la dette et de son service, fût-il incomplet, lui donne un aspect d'abord financier. Les entreprises publiques ont très souvent servi de relais à l'État pour emprunter sur les marchés financiers internationaux. Le passif de ces entreprises s'est dollarisé. Les dévaluations, au-delà du différentiel des prix, ont alourdi les charges de la dette, multipliant les effets négatifs de la hausse des taux d'intérêt réels sur la rentabilité de ces entreprises. L'endettement pèse très lourd, limite sérieusement leur capacité d'investissement et a pu créer des déficits chez certaines. L'originalité de cette situation est qu'une partie importante de l'évolution du passif des entreprises publiques ne dépend plus des décisions locales. La dollarisation signifie que les charges financières évoluent au gré de ce qui se passe sur les marchés financiers (taux d'intérêt et de change)¹. La crise ne peut résoudre ce problème. Déclarer un moratoire ou dollariser le chiffre d'affaires (en exportant davantage) ou/et ses actifs (en achetant des bons du trésor en dollars ou indexés au cours du dollar) pourrait permettre de lever cette contrainte et rétablir une rentabilité fortement atteinte y compris dans les entreprises très modernes.

Dollariser le chiffre d'affaires signifie accroître les exportations dans un contexte de ralentissement du commerce mondial. Dollariser une partie des actifs renforce la spéculation et éloigne des activités productives, ce qui, à terme, se paie sur le plan de la compétitivité. La privatisation ne résout pas les problèmes, davantage financiers qu'industriels, que connaissent ces entreprises. Elle pourrait même les accroître.

La privatisation, en effet, est rendue difficile par un contexte de réduction des dépenses publiques qui a des effets négatifs sur la rentabilité de ces entreprises, encore fondamentalement orientées, ainsi que la plupart des firmes multinationales, vers la satisfaction du marché intérieur. Une réduction de la demande globale, à la suite de l'application des politiques préconisées par le FMI, pèse directement sur les branches les plus dynamiques et, ce faisant, agit en amont, là où les entreprises publiques sont fort nombreuses, sans qu'il soit toujours possible de compenser cette perte de marché par la conquête de marchés

¹ Nous avons développé ce point dans "Politiques d'ajustement et hétérodoxie en Amérique latine", *Revue Tiers Monde*, no 109, 1987; pour une tentative de mesure voir J. Gomez de Almeida, J. Ortega, "O ajustamento microeconomico a crise dos 80 (rentabilidade da grande empresa industrial - 1978/83)", Colloque ANPEC, Salvador, 1987.

extérieurs. L'internationalisation insuffisante de ces économies confère à la demande un rôle essentiel, dépassant le bénéfice espéré d'une réduction de coût consécutive à l'application d'une politique économique dite libérale. La contraction du marché intérieur alourdit les coûts unitaires en augmentant les capacités de production oisives, ce qui nourrit la spirale inflationniste et n'améliore pas, dans ces conditions, la rentabilité.

La privatisation est enfin rendue difficile par la réduction du taux d'épargne qu'on observe alors même que se développe la spéculation. On peut dès lors penser que si un nombre important d'entreprises devait être privatisées, cela limiterait probablement le déficit budgétaire en augmentant les recettes, mais diminuerait d'autant les ressources pour l'investissement. Ce faisant, l'aspect spéculatif de l'économie serait accentué, ce qui, dans les conditions présentes, rendrait difficile la reproduction du capital.

Face à cette situation de crise financière qui provoque une crise économique, ou qui la précipite lorsqu'elle est larvée, deux politiques pourraient être suivies: ou bien les gouvernements adoptent les politiques d'ajustement proposées par le FMI, dites politiques d'ajustements orthodoxes; ou bien ils tentent d'appliquer des plans d'austérité qui se distinguent par leur philosophie redistributive des suggestions du Fonds, et qu'on nomme, pour cette raison, hétérodoxes.

Les premières solutions ne sont pas efficaces. Elles précipitent la crise, provoquent la désindustrialisation, aggravent la situation sociale. Elles réduisent la souveraineté du pays, pas seulement parce qu'elles expriment une soumission au FMI dans la définition de sa politique économique, mais aussi parce que ce faisant elles laissent libre cours aux forces qui accroissent l'endettement, développent l'inflation, accentuent la crise économique (tableau 1). Les dévaluations, au-delà du différentiel des prix avec l'extérieur, accroissent les charges financières des dettes tant des entreprises que de l'État puisque celles-ci sont, pour une part importante, dollarisées. La réduction du déficit budgétaire conduit dès lors à une réduction proportionnellement plus importante des dépenses d'investissement public et à une stagnation, si ce n'est à une baisse, des dépenses de fonctionnement de l'État, entamant la souveraineté budgétaire des gouvernements. Les entreprises sont conduites à dollariser leurs actifs afin de compenser leur passif ou de profiter du différentiel de rentabilité des activités financières. La spéculation s'accroît. Le développement du marché financier s'effectue sur des bases particulièrement malsaines, puisqu'il exprime un effet d'éviction: les sommes placées ne servent pas à l'investissement au moment même où la part de la plus-value consacrée au paiement du

service de la dette s'accroît (tableau 2). La spéculation se développe, l'industrialisation tend à céder la place à la désindustrialisation et comme les revenus ne suivent pas le mouvement à la baisse au même rythme, l'inflation se développe et se transforme en hyperinflation.

Du point de vue macro-économique, le transfert de capital provoqué par le paiement du service de la dette s'apparente à une fuite, au sens keynésien, c'est-à-dire à un accroissement de l'épargne par rapport à l'investissement, et a donc un effet dépressif. Le financement de ce transfert se réalise sur la plus-value produite. Pour que le montant consacré à l'investissement ne soit pas réduit d'autant, il faut que l'efficacité du capital s'accroisse suffisamment pour élever le montant de la plus-value produite, ce qui est très difficile (on dit alors que la dette est payée par la croissance) et/ou que le revenu des travailleurs soit réduit. Le refus de ces derniers de voir leurs revenus subir une réduction considérable alimente les processus inflationnistes.

La mise en œuvre de politiques d'ajustement hétérodoxes est difficile et son succès problématique. Sans entrer dans les détails, il s'agit en premier lieu de financer la croissance — voire de stopper la désindustrialisation — et de payer le service de la dette, ce qui semble contradictoire, le financement de l'un pouvant se faire au détriment de l'autre. Il s'agit, ensuite, de relancer la production par la demande, en favorisant une distribution des revenus moins inégalitaire, et parallèlement de freiner l'essor trop impétueux de la demande afin d'éviter l'apparition de goulets d'étranglement pouvant provoquer de très fortes pressions inflationnistes. Dans ces conditions, relancer l'investissement tout en éliminant l'hyperinflation constitue une sorte de quadrature du cercle. Il suffit que l'appareil de production ne soit pas suffisamment souple pour générer un excédent commercial, que le protectionnisme se développe, que la confiance quant au succès durable du plan ne soit pas suffisante pour que ces objectifs ne puissent être atteints. L'accroissement de la demande devient brutal, alimenté certes par l'augmentation de l'emploi et une distribution des revenus plus égalitaire, mais surtout par la liquidation des épargnes, et se réalise par un détournement des exportations vers le marché intérieur réduisant d'autant le solde commercial et les capacités de financer le service de la dette.

L'inflation resurgit avec force, et alimente — à juste titre — les revendications. Les salaires connaissent des évolutions brusquées, surtout au Brésil. Ainsi, de février 1986 à février 1987 — c'est-à-dire globalement pour la première année du plan Cruzado — les revenus réels des personnes — secteurs formel et informel confondus — ont augmenté de 20,1% à São Paulo, mais ont baissé de 24,2% d'août 1986

à août 1987 lorsque l'inflation a repris avec force (Institut de statistique brésilien - IBGE). Le lancinant problème du service de la dette réapparaît avec brutalité. L'échec ou le semi-échec des politiques d'ajustement hétérodoxes sape la légitimité retrouvée. Les exemples offerts par l'Argentine et par le Brésil en 1986 et surtout en 1987 sont flagrants.

2 Une gestion étatique faible et contrariée de la force du travail

La gestion étatique de la force de travail est généralement faible dans les économies semi-industrialisées, surtout si on la compare à celle des économies capitalistes développées. Elle a eu tendance à s'accroître avec la complexification de l'appareil industriel. Sa croissance s'est ralentie, et dans certains pays est devenue négative, avec le développement de la crise financière. On peut se demander si l'essor du capital, dans des conditions de semi-industrialisation, passe aujourd'hui par une gestion étatique plus significative de la force de travail et si la crise financière ne contrarie pas un mouvement devenu aujourd'hui nécessaire.

2.1 À nouveau sur un débat nécessaire

Pour répondre à cette question, il faut considérer brièvement le salaire et sa fonction. Historiquement, le salaire n'a pas été institué pour permettre à la force de travail de se reproduire. La force de travail a pu se reproduire grâce au salaire certes, mais aussi et surtout grâce à la production d'un ensemble de biens et de services qui, à la différence des marchandises ne sont pas produites pour être échangées sur le marché. Ces biens et services proviennent de l'existence maintenue de rapports de production non capitalistes qui, s'exerçant sur des lopins de terre, permettent une production destinée à l'autoconsommation, ou dans la famille, autorisent un maintien de la capacité de travail et sa reproduction. La force de travail évolue dans cette combinaison de rapports capitalistes et de rapports non capitalistes nécessaires pour la reproduire. Dit autrement, la force de travail est à la fois marchande et non marchande quant à sa reproduction, le second aspect l'emportant sur le premier lorsqu'elle se constitue en tant que marchandise. Le salaire, à l'origine, ne constitue donc pas le moyen pour qu'elle se reproduise. Bien au contraire, il est le moyen par lequel l'homme se soumet aux rapports de production capitalistes et, ce faisant, transforme la force de travail en marchandise.

Tableau 1
Évolution du produit par tête de 1980 à 1986 (dollar de 1986)

Argentine	-14,2%	Chili	-6,4%	Venezuela	-19,0%
Bolivie	-27,0%	*Colombie	+4,2%	Pérou	-9,0%
*Brésil	+1,6%	Mexique	-12,0%	Uruguay	-11,2%

* estimation

Source: Banque internationale de développement (BID).

Tableau 2
Amérique latine:
Evolution de l'investissement et transferts vers l'extérieur
(service de la dette externe)

Année	Investissement en % du PIB	Taux "d'épargne territorial" en % du PIB non consommé	% du PIB en réserve internationale	% du PIB: transfert de ressources financières	% du PIB: transfert de ressources effectives
1980	23,3	21,3	-0,1	2,2	2,1
1982	20,7	20,3	3,4	-3,1	0,3
1984	17,5	22,9	-1,4	-4,1	-5,5
1985	16,9	21,4	0,1	-4,1	-4,6
1986*	17,4	19,6	0,8	-3,0	-2,2

* estimation

Source: Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL)

L'entrée de la force de travail dans le monde des marchandises se fait par la violence. L'histoire en offre de nombreux exemples. On sait par exemple que l'exigence d'impôts élevés a eu souvent pour conséquence (pour objectif?) d'obliger des individus à vendre leur force de travail et avec le produit de cette vente à payer leurs impôts, leur reproduction s'effectuant à l'aide du maintien d'activités d'autoconsommation.

La force de travail a donc toujours eu cette dualité. Avec le développement du capitalisme, l'aspect marchand s'est développé, mais il ne s'est pas substitué intégralement à l'aspect non marchand. Ce dernier s'est maintenu dans certains domaines et a disparu dans d'autres avec le rétrécissement de la famille, la quasi-disparition de l'autoconsommation. Sa réduction n'a pas signifié un affaiblissement de cette dualité, mais plutôt sa transformation. L'État s'est substitué dans beaucoup de domaines à la famille élargie. La reproduction de la force de travail s'effectue selon un tripole: le salaire, les activités non marchandes privées et une gestion étatique. Aux socialisations par le marché et par la famille s'est ajoutée une socialisation par l'État. Cette dernière s'est substituée en partie à la famille élargie, mais concerne également d'autres domaines nés d'un développement des besoins essentiels. Dit autrement, il y a toute une série de besoins qui deviennent nécessaires avec le développement du capitalisme et la transformation des procédés de travail qui, pour être satisfaits, passent par une socialisation étatique de la force de travail². C'est ce que nous verrons maintenant.

2.2 L'obstacle créé par la crise financière

Deux facteurs militent en faveur d'une gestion étatique plus élevée de la force de travail: le degré d'industrialisation atteint et la recherche d'une légitimité plus large. Un facteur contrecarre cette évolution: la crise financière. L'issue pourrait être la définition d'un nouveau mode d'exclusion. Nous avons vu que plus l'industrialisation se développe, plus apparaît nécessaire une gestion étatique de la force de travail croissante. L'évolution du procédé de production se traduit par une réduction de la porosité (temps morts), l'intensification du travail et par une pénibilité croissante du procédé de travail. Il en résulte une usure prématurée de la force de travail que seul peut pallier un développement des dépenses de santé. Le rétrécissement des familles et la diminution des solidarités avec le développement de l'urbanisation conduisent à la mise en place de mécanismes financiers substitutifs, permettant la survie après la période de travail (retraite). Le développement des

² Notons que cette socialisation pourrait ne pas passer par l'État.

dépenses de santé, les diverses allocations, la retraite, ne sont pas, en général, payés directement par les entreprises. Les travailleurs cotisent, ainsi que les entrepreneurs et, quelquefois, l'État. La reproduction de la force de travail passe donc directement par les salaires, mais aussi indirectement par des mécanismes de socialisation gérés très souvent par l'État, sinon contrôlés très étroitement par lui. C'est pourquoi on dit qu'il y a une gestion étatique de la force de travail. Cette gestion s'est fortement développée dans les années 1960 et 1970. On observe cependant qu'elle est encore très faible et très inégalement répartie. Elle concerne quasi exclusivement le secteur formel; elle exclut donc une part très importante de la population active. Elle la concerne inégalement. On observe ainsi que seuls les salariés ayant déjà un minimum de revenus bénéficient le plus des prestations. L'exemple des dépenses de santé est probablement le plus criant à cet égard. Les prestations profitent à un nombre très réduit, de telle sorte que les transferts vont des plus démunis vers les plus aisés et qu'ainsi les inégalités s'accroissent. Ce processus est moins flagrant pour d'autres prestations et allocations³.

Avec la démocratisation, les dépenses de santé, de transport, de logement de scolarité, etc., ont très vite fait l'objet d'âpres débats. La recherche d'une légitimité accrue avec la fin des dictatures passait par une augmentation de ces dépenses et par une réduction des inégalités. Le nombre des bénéficiaires devait s'accroître, l'inégalité de traitement devait s'atténuer. Sans aller jusqu'au fonctionnalisme de O'Connor, on peut penser que de telles dépenses pouvaient constituer la matérialisation de la fonction de légitimation, et que la poursuite de la démocratisation devrait mener à une gestion étatique plus importante et plus juste de la force de travail.

Mais la crise financière conduit à une réduction des déficits de l'État, à une tentative de la part des entreprises de diminuer le poids des cotisations sociales et constitue donc un frein à l'essor de ces dépenses. On a pu même observer qu'au Brésil, en 1985 et en 1986, malgré la démocratisation, les dépenses directes de l'État ont peu augmenté, que la part de ses cotisations s'est réduite par rapport à celle des travailleurs et des entreprises, et qu'enfin la ligne budgétaire a représenté une capacité de financement au lieu d'un besoin de financement⁴.

³ Les retraités, par exemple, ou les catégories qui, au Brésil, bénéficient le plus de ces prestations sont celles dont les revenus se situent entre 3 et 4 fois le salaire minimum. Voir aussi S. Draibe (dir.), *Brasil 1985: relatório sobre a situação social do país*, Brésil, Unicamp, vol. 1, 1986.

⁴ *Ibid.*

Cette contradiction entre, d'une part, la nécessité de socialiser davantage la reproduction de la force de travail, pour des raisons économiques et politiques, et, d'autre part, la crise financière aiguë, externe et interne, semble conduire à une exclusion atténuée d'une partie de la population.

2.3 Vers une société un peu moins excluante?

On sait que la croissance industrielle vive a reposé sur les capacités du régime politique à imposer une distribution des revenus non seulement très inégalitaire, mais dont l'inégalité devait s'accroître. Il existait une correspondance entre la structure productive et la structure des revenus, de la fin des années 1960 jusqu'au milieu des années 1970. Le régime d'accumulation a été qualifié de " troisième demande": l'essor du secteur des biens de consommation durable et des biens d'équipement était directement lié à l'essor des couches dites moyennes dans le revenu. Le dynamisme de ce régime d'accumulation reposait ainsi sur sa capacité à exclure davantage ceux qui étaient déjà exclus, à savoir la majorité de la population. Par la suite, le lien est devenu plus flou. La correspondance était moins nette. Certes, les inégalités ont continué à s'accroître, mais les couches moyennes basses ont commencé également à régresser. L'essor de la production a davantage reposé sur le dynamisme du secteur intermédiaire, des biens de production, c'est-à-dire sur la capacité de l'État à trouver des sources de financement pour lancer ces grands programmes d'investissement, que sur l'essor des couches moyennes et de leur demande spécifique.

La complexité atteinte par l'appareil de production devrait permettre le développement de branches telles que la chimie fine, l'électronique médicale, etc., si toutefois une demande importante s'adressait à elles. L'extension de la gestion étatique de la force de travail et, tout particulièrement, la croissance des dépenses de santé devraient permettre un élargissement des débouchés pour ces branches. On peut penser qu'à défaut de se développer de manière importante, la demande en matière de santé tend à s'homogénéiser. La réduction des inégalités entre les bénéficiaires devrait, notamment, entraîner une augmentation des débouchés pour toute une série de produits, au détriment de certains autres. Une telle modification devrait créer des "débouchés préalables" au lancement de ces industries de pointe.

De telles considérations ne signifient pas que la gestion étatique de la force de travail doive se développer, mais qu'elle soit mieux répartie, dans les années qui viennent. On irait ainsi vers une distribution des revenus avec un noyau dur constitué non seulement par les couches dites moyennes, mais également par les couches moyennes basses et

"l'aristocratie ouvrière". La société serait moins excluante. Des fractions de la classe ouvrière pourraient bénéficier de l'essor si celui-ci se poursuit; la partie rejetée, exclue, serait moins importante qu'elle ne l'est. Le fractionnement de la société persisterait, mais les formes de domination évolueraient: aux exclus, l'autoritarisme — paternalisme industriel —, aux autres, des formes plus avancées de la démocratie. Une telle hypothèse de travail nous conduit à nous interroger sur ce qui fonde la légitimité et à revoir la manière dont le débat a évolué ces dernières années.

3 Le couple "incestueux" légitimation-répression

La maîtrise du couple légitimation-répression est essentielle pour qualifier les régimes politiques certes, mais aussi et surtout probablement pour établir les relations entre formes d'accumulation et formes de domination.

La difficulté vient de ce que la répression n'est pas l'inverse de la légitimation. Les études historiques ont montré que la violence pouvait être légitimante. Sans aller jusqu'aux études et aux théorisations sur l'autoritarisme paternaliste, Mathias a montré récemment que le couple valeur-faveur dans la détermination du niveau du salaire et dans l'accès au statut de salarié n'était pas sans conséquence sur les formes de domination politique de l'État⁵. La violence-répression de l'État ne serait l'inverse de la légitimation que dans une société totalement marchande, ce qui, nous l'avons vu, n'est pas concevable. La légitimation n'est donc pas seulement marchande⁶. Elle a d'autres fondements. C'est pourquoi la violence-répression peut légitimer si elle s'inscrit dans un code de valeur accepté. Elle est délégitimante si elle transgresse ce code. Elle peut également être acceptée si elle s'inscrit dans un code de valeur, de principes dans les sociétés dites développées. Pour autant, il est abusif de définir l'État comme ayant le monopole de la violence légitime, ainsi que le font les webériens. L'État est davantage que cela. Son existence, au travers des régimes politiques qui le représentent, se réalise également au moyen d'une violence-répression qui s'oppose à la légitimité, précisément parce qu'elle transgresse les codes de valeurs et de principes que se donnent la société civile. À la violence étatique légitime s'ajoute la violence étatique illégitime. C'est cette dualité qui caractérise le degré de démocratie des régimes politiques.

⁵ G. Mathias, "État et salarisation restreinte au Brésil", *Revue Tiers Monde*, no 110, 1987.

⁶ Nous avons montré cela dans G. Mathias et P. Salama, *L'État surdéveloppé*, Paris, La Découverte, 1983.

Nous savons que les régimes politiques "à légitimité restreinte", qu'ils soient civils ou militaires, ont foisonné en Amérique latine. Même s'ils étaient dotés de constitutions démocratiques, l'application des lois s'arrêtait très souvent aux villes, plus particulièrement à leur secteur formel, et la légitimation était de ce fait restreinte à des fractions de classe. Nous l'avons rappelé au début de notre étude, reprenant des analyses que nous avons développées ailleurs⁷.

Les deux sources possibles — marchande et non marchande — de la légitimation étaient insuffisantes pour légitimer une intervention de l'État dont l'ampleur était suscitée par l'insertion dans l'économie mondiale. Les formes prises par l'accumulation conduisaient à des formes de domination particulièrement oppressives; c'est ce qui nous avait conduit à écrire que les formes particulières prises par l'intervention de l'État lors de la constitution de l'économie d'exportation avaient tendance à promouvoir des régimes politiques à légitimité restreinte, dont le caractère "autoritaire-paternel" ne suffisait pas pour justifier et légitimer l'entièreté de la violence pratiquée.

Avec l'extension des rapports marchands et la complexification de l'appareil industriel, la violence étatique devrait s'aligner sur celle qui existe dans les pays capitalistes développés. La violence devrait être ainsi davantage légitimée par l'État et les formes politiques de domination devraient se rapprocher de celles qu'on observe dans les pays capitalistes développés.

Cette évolution est menacée par le jeu de plusieurs facteurs. L'inégalité extrême des revenus favorise la mise en place de formes répressives de domination. Le maintien et la reproduction de privilèges très prononcés passe par la capacité à exclure la majeure partie de la population des fruits de la croissance. La reproduction des inégalités de revenu favorise la mise en place de régimes politiques à légitimité restreinte, encore qu'il soit vrai que la rapidité avec laquelle se sont développés les rapports marchands et capitalistes laisse une place encore très importante au fonds culturel comme source de légitimation, surtout dans les campagnes et les zones les moins industrialisées. Bien que le fonds culturel soit altéré, heurté par l'expansion des rapports marchands, la mutation de la perception qu'ont les gens de la violence traduit le déphasage qu'il peut y avoir entre cette diffusion des rapports marchands et la prégnance des facteurs non marchands dans ce qui fonde la légitimité. C'est pourquoi la violence peut être davantage légitimée dans les régions les moins industrialisées, et les inégalités de revenu se reproduire plus facilement. C'est ce qui explique que la population de

⁷ *Ibid.*

ces régions puisse être encore très perméable à l'idéologie populiste et voter pour des forces conservatrices. Ce raisonnement pourrait être étendu, avec quelques nuances, à la population vivant dans les bidonvilles les plus misérables, paupérisée, soumise à une exploitation sauvage dans des emplois de survie de type informel.

La reproduction des inégalités ne constitue pas le seul facteur favorisant le retour à des régimes politiques forts et fragilisant de ce fait les régimes politiques plus démocratiques mis en place depuis peu. La situation économique de ces pays est en effet de nature à susciter des "retours de flamme", si des solutions crédibles, recevant un fort appui populaire, ne sont pas mises en place. C'est ce que nous allons à présent analyser.

4 Une démocratisation fragile et menacée

On peut se demander si la fragilité des démocraties actuelles traduit une violence structurelle de l'État et si le retour des dictatures n'est pas inscrit dans cette fragilité. On peut aussi interroger la violence sourde de l'État et l'interpréter comme une manifestation d'un passé proche.

Naguère, lorsqu'il s'agissait de diffuser les rapports marchands et/ou capitalistes, la violence de l'État était d'autant plus forte que les supports de la légitimation étaient réduits: la légitimation marchande était faible à défaut d'une circulation marchande conséquente, la légitimation étatique quasi inexistante jusqu'à ce que la CEPAL légitime l'intervention de l'État afin de dépasser la tendance à la stagnation économique, et la légitimation non marchande très souvent insuffisante car l'intervention de l'État transgressait un code de valeurs qu'elle tentait d'utiliser. La violence étatique revêtait de ce fait un aspect structurel. Légitimée peu ou prou par des régimes populistes, moins légitimée par d'autres, elle se manifestait de manière fractionnée — selon les catégories sociales — mais elle avait un aspect structurel qui était le produit de l'insertion de l'économie dans la division internationale du travail.

Avec le développement des rapports marchands et/ou capitalistes, avec la complexification de l'appareil industriel, la situation change. La violence étatique devrait s'aligner sur celle qui existe dans les pays capitalistes développés et perdre cet aspect structurel qui la particularisait. Les régimes politiques devraient être davantage démocratiques et les fondements matériels d'une légitimité plus large devraient être plus solides. Dit autrement, si on considère que ce qui fondait la mise en place de dictatures était l'incapacité — très souvent

par défaut — d'une bourgeoisie d'insérer l'économie dans la division internationale du travail et de procéder à une accumulation primitive, celle-ci étant faite, la base matérielle des dictatures devrait disparaître.

La légitimation marchande s'est développée. La légitimation étatique s'est accrue: la crise, notamment financière, légitime l'intervention de l'État dans les conditions que nous avons vues et, comme nous le savons, la légitimation non marchande reste très élevée. À ces aspects structurels, il faut ajouter la prégnance plus ou moins forte dans la conscience de la population de l'échec global des militaires tant au niveau économique que politique. Cet échec conscientisé constitue un obstacle, pour l'instant, à un retour vers des formes dictatoriales de pouvoir. La violence structurelle de l'État change: elle est moins nécessaire, elle est différente. Moins nécessaire car le rôle de l'État change avec le développement de l'appareil industriel, différente parce que la situation des économies semi-industrialisées diffère encore profondément de celle des économies dites développées.

Les inégalités de revenus sont très élevées. La gestion étatique de la force de travail est faible et ne correspond pas au degré atteint par le niveau de développement des forces productives. La recherche d'une légitimité plus large et sa consolidation devraient conduire à la mise en place d'un régime d'accumulation moins excluant. Avec les plans d'austérité hétérodoxes, des essais, encore timides, ont été faits en ce sens, mais comme nous avons pu l'observer, la socialisation étatique de la reproduction de la force de travail ne s'est guère élargie et la solidarité ne s'est pas développée. La contrainte extérieure, dont la manifestation la plus forte est le service de la dette, pèse lourdement sur les choix économiques.

L'épuisement des régimes d'accumulation précédents, la crise financière et ses conséquences, la recherche d'une légitimation accrue, voire sa consolidation, peuvent conduire à la mise en place d'un régime d'accumulation centré sur la satisfaction des besoins des couches situées immédiatement en dessous des couches moyennes. Les inégalités de revenu seraient moins prononcées et le dynamisme du régime d'accumulation reposerait sur l'essor de ces couches et leur accès à toute une série de biens de consommation durables, aux soins et à un habitat plus décent.

Une évolution de ce type atténuerait les inégalités de revenus, mais celles-ci demeureraient encore très importantes. La société conserverait son aspect excluant. C'est probablement cette caractéristique qui constitue une menace pour la démocratie. La reproduction des inégalités, fût-elle atténuée, peut passer par un renforcement de la

violence non légitimée de l'État, s'exerçant sur les exclus, et/ou par la mise en place de régimes politiques renouant avec le populisme.

Mais une telle évolution rencontre de nombreux obstacles. La mise en place d'une nouvelle structure productive correspondant à la nouvelle distribution des revenus ne peut pas se réaliser si les transferts à l'extérieur restent aussi importants qu'ils le sont présentement⁸. L'obstacle extérieur n'est pas le seul. Une distribution des revenus plus égalitaire heurte les intérêts immédiats des couches moyennes au moment même où leurs revenus sont menacés par la crise financière. C'est dire qu'une telle politique peut ne pas recevoir leur assentiment.

La crise financière rend très difficile les mutations nécessaires pour une consolidation de la démocratie. Les difficultés de trouver une autre voie que celle que préconise le FMI qui soit crédible, la volonté de ne pas opérer des changements importants dans la distribution des revenus sapent la légitimité, relancent l'inflation et peuvent ouvrir la voie à la mise en place d'un régime politique plus autoritaire.

Reste qu'il ne faut pas confondre légitimité et appui populaire. Les deux sont liés mais ne se confondent pas. Un régime politique démocratique a une légitimité large, à la différence d'une dictature, mais un gouvernement peut perdre l'appui populaire. Le caractère démocratique de ce régime politique se traduit précisément par la capacité de changer démocratiquement de gouvernement. L'affaiblissement de l'appui populaire peut, aussi, faciliter la mise en place d'un régime politique à légitimité plus restreinte.

La double caractéristique: d'un côté la reproduction des inégalités, même atténuée, de l'autre la crise financière et les très grandes difficultés à la résoudre, constitue un facteur déstabilisant et une menace pour la démocratie. À l'inverse, l'essor de la légitimité marchande et de la légitimité étatique, la perception de l'échec économique des militaires et de leur terrorisme social renforcent les chances de la démocratie tant à un niveau structurel qu'à un niveau conjoncturel. La crise financière peut alors fournir l'occasion de développer des politiques de légitimation fondées sur un refus nationaliste des "conseils-diktats" du FMI et par une plus grande satisfaction des besoins essentiels. Mais, cette même

⁸ P. Salama, "L'impasse des politiques d'ajustement, le cas de l'Amérique latine", à paraître dans *Revue Tiers Monde*.

crise financière et les difficultés à la résoudre peuvent inciter des gouvernements à s'opposer de manière violente aux conséquences mêmes de ces difficultés, en l'occurrence la montée des luttes sociales, et ce faisant à perdre leur crédibilité.

Pierre SALAMA
Université de Paris XIII